

## Glanes sur Dorénaz et Collonges.

- I. — *La seigneurie d'un recteur d'hôpital. — Le contenu d'une bulle. — D'un bois et de Messieurs les Sacristains. — Un échange. — Des armoiries communales.*
- II. — *Un désert et un fief. — Une dynastie. — Quelques illustrations. — D'un blason vénérable. — Une colonie et une paroisse. — Des armes symboliques.*

Il existe un petit morceau de terre valaisanne séparé du Valais par un fleuve et une arête de montagne : c'est Outre-Rhône. Caché derrière les Follaterres, bordé par le Rhône, on dirait un petit canton à l'écart. C'est lui qui va nous retenir aujourd'hui.

Ce petit canton d'Outre-Rhône, qui n'est même pas un district, mais une partie seulement de celui de St-Maurice, comprend deux communes : Collonges et Dorénaz. En les parcourant en tous sens, en relevant leurs titres historiques les plus reculés, nous verrons que ce petit territoire a une bien longue histoire, et que les villages actuels ne sont pas les seuls qui y aient existé, puisque deux, Arbignon et le Rosel, furent jadis des seigneuries de renom. Arbignon fut même le siège d'une petite dynastie dont nous rappellerons les fastes ; le Rosel, comme Dorénaz, eut des seigneurs ecclésiastiques.

### I.

#### Dorénaz.

L'abbé Rameau, dans son *Vallais historique : Châteaux et Seigneuries*, et M. le chanoine Tamini, dans l'article qu'il a consacré à Dorénaz dans le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, nous apprennent que Dorénaz appartient d'abord, au XIII<sup>e</sup> siècle, à une famille bourgeoise de Saint-Maurice, les Wychardi, puis, à partir des environs de l'an 1300, à l'hospice St-Jacques de St-Maurice. Ainsi les chanoines de St-Maurice qui remplissaient l'office de recteurs de St-Jacques, étaient-ils du même coup seigneurs de Dorénaz, qu'un châtelain administrait en leur nom<sup>1</sup>. Les archives de

<sup>1</sup> Rameau, *op. cit.*, p. 19 ; Tamini, dans *DHBS*, t. II, p. 698. Cf. *DGS*, t. I, p. 626.

l'Abbaye de St-Maurice nous montrent l'hospice jacobin jouissant en 1302 déjà de ses droits seigneuriaux sur Dorénaz<sup>2</sup>.

\* \* \*

Un document sur la valeur duquel on ne peut malheureusement pas faire entièrement fond, mais qui existe dans un manuscrit que l'abbé Gremaud datait « du X<sup>e</sup> siècle ou tout au moins des premières années du XI<sup>e</sup> » et que Mgr Besson préfère dater « du XI<sup>e</sup> ou du XII<sup>e</sup> »<sup>3</sup>, contient de précieuses indications géographiques. Selon la teneur de ce texte, nous y voyons un pape du nom de Léon<sup>4</sup> confirmer à l'Abbaye de St-Maurice la possession de plusieurs régions voisines (*eidem loco adiacentes terras*): *silvam Spinaceti totam cum suis pertinentiis... et Aquisoniam cum sua integritate seu apendiciis et saltuum redditibus et Alpinonis desertum sicut terminetur a flumine Aquamssoni usque ad frontem Dorone cum integris apendiciis montis vel plani*<sup>5</sup>. La toponymie trouve son compte dans ce document du XII<sup>e</sup> siècle au plus tard, qui nous fournit la première mention d'Epinassey (*silvam Spinaceti*), Arbignon (*desertum Alpinonis*), l'Avançon de Morcles (*flumen Aquamssoni*), Dorénaz (*usque ad frontem Dorone*)<sup>6</sup>. Ainsi tout le territoire d'Outre-Rhône est désigné sous cette expression unique : le désert d'Arbignon, qui s'étend du torrent appelé l'Avançon jusqu'à la crête de

<sup>2</sup> Cf. Charles : *Répertoire* (MS), t. I, p. 387; cf. p. 571, n° 13, et t. II, p. 886, n° 25 : legs d'Hugues Wichardi ou Wichard, de St-Maurice, chanoine de Troyes.

<sup>3</sup> Gremaud, dans *Mémorial de Fribourg*, t. IV, p. 344; Mgr Besson: *Antiquités du Valais*, p. 61; cf. Dupont-Lachenal : *Etudes sur les Origines de l'Eglise d'Agaune* (1929), pp. 17-18 et 35-36.

<sup>4</sup> Quel est ce Léon ? Les copistes et éditeurs de cet acte le rapportent les uns à Léon IV (milieu du IX<sup>e</sup> siècle), les autres à Léon IX (milieu du XI<sup>e</sup>)... Il faut aujourd'hui regarder cet acte comme interpolé, ce qui n'implique pas une intention dolosive. En transcrivant des textes, les copistes d'autrefois se croyaient autorisés à interpréter, expliquer et expliciter les passages qui ne leur paraissaient pas suffisamment lumineux... Il est possible que ladite bulle d'un Léon indéterminé soit le texte remanié d'une bulle authentique, aujourd'hui perdue.

<sup>5</sup> *Historiae Patriae Monumenta*, Chart. t. II (Turin, 1853), col. 147; Gremaud, *op. cit.*, p. 356; Aubert: *Trésor de St-Maurice* (Paris, 1872), pp. 212-213; cf. Brackmann: *Helvetia Pontificia* (Berlin, 1927), pp. 141 et 138-139, et Charles, *op. cit.*, t. I, pp. 4 et 11. Le document des XI<sup>e</sup>/XII<sup>e</sup> s. qui contient la plus ancienne graphie de ce texte est aux archives de l'Abbaye, tiroir I, paquet 1: nous avons vérifié sur lui notre citation (le texte édité par Aubert n'est pas satisfaisant).

<sup>6</sup> Jaccard : *Toponymie romande*, pp. 151, 11, 20, 137. Evionnaz se trouve aussi dans ce texte (qui ne serait pas sûrement pour cette localité la première mention), mais plus voilé: c'est *Aquisonia*, exactement cité entre Epinassey et le territoire d'Arbignon. Ce que dit Jaccard de *flumen Aquamssoni* = l'Avançon, vaut également pour l'équivalence *Aquisonia* = *Evionnaz*: « Cette traduction latine montre que le rédacteur de la charte y trouvait la racine *ava*, eau. C'est un mot celtique. » Evionnaz, que Jaccard a rencontré aussi, au XI<sup>e</sup> siècle déjà, sous la forme *Evunna*, serait en effet « comme Evian, *Aquianum* dans les chartes, formé des racines celtiques *eve* = eau, et *ona* = rivière » (*ibid.*, pp. 159 : *evi*, *Evionnaz*, *Evoëttes*, et 4: *aigue*).

Dorénaz<sup>7</sup>. Il est probable que ce texte nous apporte un lointain écho de quelque contestation des droits abbatiaux sur cette région, contestation qui appelait une nouvelle affirmation de ces droits : on ne saurait en effet moins conclure que de trouver dans ce document des XI<sup>e</sup> ou XII<sup>e</sup> siècles une nette déclaration des droits de seigneurie de l'Abbaye d'Agaune sur la rive droite du Rhône, de Dorénaz à l'Avançon.

Sans rechercher aucun jeu de mot facile, il faut bien constater que le latin de cet acte n'est pas étranger à toute question de cuisine : c'est pour « la cuisine des frères », en effet, *ad coquinam fratrum*, que la charte sanctionne l'appartenance à tout le moins de la forêt d'Epinassey à l'Abbaye ; mais comme l'on ne voit guère le maître queux du monastère se contenter d'une forêt, il est vraisemblable de lui soumettre également tout le territoire indiqué dans la même phrase de la charte...

\* \* \*

Un autre officier abbatial a exercé aussi des droits dans le domaine actuel de Dorénaz : le sacristain. L'autorité de ce grand personnage s'affirmait dans la région sur les deux rives du Rhône. On peut suivre, aux archives de l'Abbaye, une série d'actes s'échelonnant au cours de trois siècles, de 1262 à 1566, qui se rapportent au droit de seigneurie du sacristain sur Ottan<sup>8</sup> ; M. Louis Coquoz a montré lui-même, dans les *Annales Valaisannes*, des sacristains exerçant leurs droits non seulement sur Ottan, mais encore sur Miéville, Vernayaz et le Mont de Van<sup>9</sup>. Messeigneurs les Sacristains de l'Eglise d'Agaune occupaient alors, du XIII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, le second rang dans la hiérarchie abbatiale : ils suivaient immédiatement l'Abbé, éclip-sant le prieur dont l'office disparut même au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, pour n'être rétabli que près de trois cents ans plus tard<sup>10</sup>.

En face de ses possessions d'Ottan et environs, le sacristain possédait

<sup>7</sup> *Usque ad frontem Dorone* est la leçon du document des XI<sup>e</sup>/XII<sup>e</sup> s. et des éditions de Turin et de Fribourg (Gremaud), tandis que dans Aubert on lit *usque ad fontem Dorone*, soit : jusqu'à la source de Dorénaz. S'il est vrai que Dorénaz a pour racine *dor* = sommité (Jaccard, *op. cit.*, p. 137), le scribe donnerait là une preuve nouvelle de sa science étymologique.

<sup>8</sup> Charles, *op. cit.*, t. I, pp. 295-298.

<sup>9</sup> *Annales valaisannes*, 1924, pp. 4 et 16. M. Coquoz cite, en ce qui concerne Ottan, des actes dès 1383 ; pour Miéville, Vernayaz et le Mont de Van, de 1575 à 1693 ; pour Miéville encore, en 1718 et 1753.

<sup>10</sup> Le *Liber Canonicorum* (MS. commencé en 1728 en compulsant les chartes depuis 942) ne mentionne aucun prieur claustral entre « *Remigius de Platea alias Cafasses prior Agau-nensis 1355* » et « *Henricus de Macognino (profès 1586)...Prior Agaun. 1640* ». D'autre part, la *Vie de S. Sigismond* par le P. Sigismond Bérody (Sion, 1666), p. 131, dit que Gaspard Bérody « a été le premier Prieur..., quand Mons. Pierre Maurice Odet Abbé prit la réforme », ce qui eut lieu en septembre 1642 d'après la *Chronique* de Gaspard Bérody ; lui-même ne dit rien de sa nomination, et le *Liber Canonicorum* n'en parle pas davantage (voir le nom de G. Bérody à l'année 1628). Cf. *DHBS*, t. II, p. 133 (*Berodi*) et *DHBS*, *Suppl.* I, p. 206 (*Macognin*) ; Aubert : *Trésor de St-Maurice*, p. 95.

aussi des droits sur le Rosel, au territoire actuel de Dorénaz. Dans les 3080 documents publiés par Gremaud sur l'histoire du Valais jusqu'en 1457, le Rosel ne paraît qu'une fois : il y s'agit de l'autorisation de couper et prendre le bois dans cette forêt, *nemus Roselli*, et cette réglementation fait partie des Statuts de la Commune de St-Maurice, datés du 4 août 1298<sup>11</sup>. Les archives de l'Abbaye contiennent une série d'actes concernant le Rosel<sup>12</sup>, allant de 1281 à 1741. Ces dates sont celles de deux sentences : la première, émanant de l'autorité savoyarde, affirmait nettement les droits abbatiaux ; la seconde, émanant de l'autorité haut-valaisanne, ruina ces mêmes droits. En 1281, en effet, une contestation s'étant élevée entre l'Abbaye et le procureur du Comte de Savoie, le juge du Chablais et du Valais fut appelé à prononcer. Le chanoine Charles, qui fut archiviste de l'Abbaye au XVIII<sup>e</sup> siècle, résume le débat en disant que, « toutes raisons alléguées et témoignages ouïs et pondérés », le juge déclara que la forêt du Rosel, *nemus de Rosello*, appartient à l'Abbé et au Couvent par droit de seigneurie ; il y réserve toutefois pour le Comte le droit de chasse dès avant la St-Jean et jusqu'à la Toussaint.

C'est le sacristain de l'Abbaye qui est seigneur du Rosel, comme l'hospitalier de St-Jacques est seigneur de Dorénaz : il y avait cependant entre les deux dignitaires cette différence que l'hospitalier était généralement un homme achevant sa carrière, tandis que la « sacristie » se trouvait sur la voie montante du *cursus honorum*. De 1317 à 1344, le seigneur sacristain s'appelle Thomas Bersatori, d'une illustre famille piémontaise qui donne des évêques au Siège d'Aoste et un prélat à l'Abbaye de Pignerol<sup>13</sup>. Charles nous montre Thomas Bersatori dans l'exercice de ses droits au Rosel, y jouissant « du domaine et de la juridiction », inféodant des biens, requérant « l'hommage et la fidélité-lige à recevoir dans sa cour de justice », établissant un « forestier », infligeant une amende... En 1391, le Rhône ayant envahi les terres de la famille du forestier (celle-ci en est à la troisième génération, depuis que Bersatori l'a fait venir de Salvan au Rosel, en 1338), le seigneur sacristain d'alors réduit les redevances qui lui sont dues. Si des habitants du Rosel, en 1526, « confessent que le sacristain a mère et mixte empire et juridiction omnimode au Rosel », l'acte de 1391 nous fournit la preuve que cette autorité savait se montrer humaine, et que les familles de ses sujets pouvaient prospérer.

A partir du XVI<sup>e</sup> siècle, les droits seigneuriaux de l'Abbaye sont rognés de toutes parts, et le XVIII<sup>e</sup> mettra fin à cette petite Principauté. Ce fut une Diète de mai 1741 qui abolit la souveraineté abbatiale au Rosel, et de cette sentence l'on peut dire, semble-t-il, ce que M. Louis-François Gross, de Sal-

<sup>11</sup> Gremaud: *Doc. sur le Vallais*, t. II, p. 514. Acte aux archives de la Ville de St-Maurice.

<sup>12</sup> Charles, *op. cit.*, t. I, pp. 389-391.

<sup>13</sup> *Gallia christiana*, t. XII, col. 814-816; Gams : *Series Episcoporum*, p. 828; Mgr Duc: *L'Eglise d'Aoste*, t. III, pp. 95-229 et 355-493 ; *Dict. d'Hist. et de Géogr. ecclés.* (Paris, Letouzey), art.: *Bersatori*.



van, disait naguère de la sentence de la Diète de mai 1780 abolissant la souveraineté abbatiale sur Salanfe : c'est là un des derniers épisodes de la lutte des « Patriotes » du Haut-Valais contre les juridictions temporelles du haut clergé<sup>14</sup>.

\* \* \*

Dorénaz et le Rosel ne sont pas toute la Commune de Dorénaz : Alesses en fait partie aussi. Ce ne fut point toujours ainsi. C'est en 1431 en effet, d'après Charles, que le grand Duc de Savoie Amédée VIII « ordonna qu'Alesses, qui est régi par le droit écrit, soit désormais de la dépendance de la Châtellenie de St-Maurice, et Ottan au contraire, qui est de droit coutumier, soit de celle de la Châtellenie de Martigny »<sup>15</sup>. Remarquons au passage un acte de l'Abbaye, de 1363, qui nous fait connaître un Willelmod Paccolat, élu cette année-là pour « avantier » par divers « consorts » d'Alesses<sup>16</sup> : Willelmod Paccolat est sans doute l'un des plus anciens représentants de cette famille bien « d'Outre-Rhône », qui a donné un évêque à l'Eglise d'Agaune en la personne de Mgr Joseph Paccolat († 1909).

\* \* \*

Le 30 juin 1934 le Conseil communal a adopté officiellement des armoiries<sup>17</sup> qui, si elles sont nouvelles, se rattachent du moins fortement au passé



Elles se blasonnent ainsi : *écartelé en sautoir : au I d'argent à la croix tréflée de gueules, au II et III de gueules au marteau d'argent, au IV d'argent à la coquille de gueules.*

<sup>14</sup> Gross : *La Question de Salanfe* (Sion, Pfeifferlé, 1918), p. 6.

<sup>15</sup> Charles, *op. cit.*, t. I, p. 388. Dans les *Annales valaisannes* de 1924, p. 7, M. Louis Coquoz date cet échange du 9 mars 1518 : il s'agit sans doute d'une confirmation de la décision ducale de 1431. A son tour la Bourgeoisie de St-Maurice renonça en faveur de la Commune de Martigny (alors indivise) aux « îles d'Ottan » en 1657 ; cf. *Annales valaisannes* 1922, p. 12 (où est donnée la date du 19 décembre 1657), et 1924, p. 7 (avec la date du 19 mai 1657)...

<sup>16</sup> Charles, *op. cit.*, t. I, p. 387.

<sup>17</sup> Lettre de la Municipalité à l'auteur du présent article, du 31 octobre 1934.

La croix tréflée qui domine tout l'écu, c'est la croix mauricienne : elle rappelle les liens séculaires qui unissaient autrefois à l'Abbaye agaunoise Dorénaz, le Rosel et Alesse. Aujourd'hui, le Rosel, jadis domaine du grand-sacristain, n'est plus qu'un souvenir, tandis que Dorénaz, ancien fief du chanoine hospitalier de St-Jacques, est devenu le chef-lieu de la commune. Il était donc bien juste de marquer spécialement cette situation du village capital : on l'a fait en mettant au IV<sup>e</sup> quartier de l'écartelure, plutôt qu'une répétition de la croix de S. Maurice, la coquille traditionnelle de S. Jacques.

Quant à Alesse, malgré divers droits féodaux de l'Abbaye de St-Maurice, le marteau des II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> quartiers rappellera que cette localité dépendit, avant la décision ducale de 1431, de la châtellenie de Martigny. Un lion portant un marteau : telles sont les armes de Martigny. On a dit que le lion seul est ancien, et que le marteau n'est qu'une adjonction récente. Ce n'est pas bien sûr ! D'abord, il faut noter que la famille des vidomnes de Martigny, qui disparaît, en Valais du moins, au XV<sup>e</sup> siècle déjà, mettait le marteau dans la patte du lion<sup>18</sup>. Mais il y a mieux. Un sceau du vidomne Pierre — *Petrus vicedominus de Martigniac miles*, — de 1269, aux archives de l'Abbaye de St-Maurice, présente un « écu triangulaire chargé d'un marteau à dents »<sup>19</sup>. Ainsi donc, c'est le marteau le plus ancien « meuble » héraldique de Martigny (il y avait sans doute là un jeu de mot, des armes « parlantes »), tandis que le lion n'est qu'un « support » du meuble principal<sup>20</sup>. C'est ainsi que le marteau de Martigny rappelle de quel ressort était jadis Alesse<sup>21</sup>. Ce symbole d'industrie pourra aussi faire penser ceux qui le désirent aux ardoisières autrefois exploitées à Alesse<sup>22</sup>.

Ainsi tout Dorénaz parle par son blason : son passé féodal et récent, ses diverses seigneuries, ses villages : ses armoiries sont bien le portrait de la Commune.

<sup>18</sup> DHBS, t. IV, pp. 676-677.

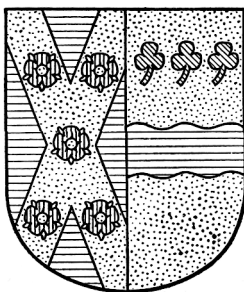
<sup>19</sup> Galbreath : *Sigilla Agaunensia*, n° 65, p. 24, et pl. IX, p. 25.

<sup>20</sup> Cf. Henri de la Perrière et Baron du Roure de Paulin : *Des tenants, supports et soutiens dans l'art héraldique* (Rome et Paris, 1910).

<sup>21</sup> Serait-il téméraire de se demander si le tau de la famille Paccolat — remarquons en effet que ce n'est point Mgr Paccolat qui créa ces armes : elles existaient avant lui ; la Bibliothèque de l'Abbaye de St-Maurice conserve la matrice du sceau à cire du chanoine Jean-François Paccolat (1793-1852) : le T y figure parfaitement — n'est pas une déformation du marteau de Martigny ? On pourrait rappeler le rôle de Willelmod Paccolat qui, en 1363, était l'« avantier », le représentant, des gens d'Alesse... Nous ne faisons que poser la question, car il se pourrait aussi que le tau ait été choisi par un ancêtre du nom d'Antoine ou du moins dévôt à S. Antoine...

<sup>22</sup> DGS, t. I, pp. 28 et 626.

## II.

**Collonges.**

Il en faut dire autant des armoiries que le Conseil communal de Collonges a adoptées officiellement dans sa séance du 3 octobre 1936<sup>23</sup> : *parti : au I d'azur, au sautoir d'or chargé de cinq roses de gueules boutonnées d'or et barbées de sinople ; au II d'or, à la fasce ondée d'azur accompagnée en chef de trois trèfles tigés de sinople rangés en fasce*. Ces armoiries sont semblables à un livre ouvert : le premier feuillet évoque le souvenir du vieil Arbignon, le second symbolise Collonges proprement dit.

\* \* \*

Arbignon nous est apparu tout à l'heure, dans la bulle du pape Léon, sous la forme primitive de *desertum Alpinonis*. Ce n'était alors qu'un « désert », c'est-à-dire qu'il ne s'y trouvait pas d'agglomération humaine, et ce désert tirait lui-même son nom du vieux nom d'alpe = montagne : nous disons encore un « alpage »<sup>24</sup>. Mais ce n'était point peu de chose que cet alpage : l'expression *desertum Alpinonis* couvrait en effet tout le territoire des crêtes de Dorénaz à l'Avançon de Morcles, et le contexte n'y mentionne explicitement aucune localité habitée (rappelons que ce document, au plus tard du XII<sup>e</sup> siècle, nous apporte peut-être un écho de siècles antérieurs, le IX<sup>e</sup> même, selon d'aucuns)...

L'Abbaye de St-Maurice, dont la charte que nous venons de citer (quelle qu'en soit par ailleurs la valeur exacte) constitue une nette affirmation des droits, maintint son autorité sur cette région pendant une longue suite de siècles. Les archives abbatiales contiennent plusieurs actes s'y rapportant. Citons seulement une charte de 1325, par laquelle « ceux d'Arbignon » élisent entre eux six « avantiers » chargés de porter à l'Abbaye les redevances dues par leur communauté ; de son côté, l'Abbé promet de sustenter les dits por-

<sup>23</sup> Lettre de la Municipalité à l'auteur du présent article, du 8 octobre 1936.

<sup>24</sup> Jaccard : *Toponymie romande*, pp. 11 et 8.

teurs, en donnant à chacun « deux pains et un peu de pitance » (c'est ainsi qu'on désignait, en style monastique, la nourriture d'un moine). Résumant des actes de 1362, le chanoine-archiviste Charles note que l'Abbaye « doit un dîner » à chaque avantier d'Arbignon ; il nous apprend aussi que ces usages étaient encore en vigueur de son temps, au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>25</sup>.

\* \* \*

De 1200 à 1600 Arbignon devait être illustré par une famille qui en prit le nom, sans doute parce qu'elle y exerçait quelque office. Aucune étude complète n'a encore été consacrée à ces dynastes, mais qui voudrait s'y vouer, trouverait à glaner un peu partout, car un peu tout le monde a parlé d'eux... « Famille de ministériaux des Abbés de St-Maurice », écrit M. Galbreath, les d'Arbignon tirent leur nom du hameau d'Arbignon, mais « des rameaux s'établirent à Aigle, Vevey, Lutry. Une alliance Thomé (1349) leur apporta une partie de la seigneurie des Ormonts »<sup>26</sup>. M. Tamini a publié quelques pages sur les seigneurs d'Arbignon dans sa monographie de la Vallée d'Illiez<sup>27</sup>. Il nous montre divers rameaux de cette famille établis à Collombey, Monthey, St-Maurice, St-Triphon, Aigle, Vevey, Lugrin, etc.

C'est au XII<sup>e</sup> siècle que cette famille prit son essor, et bientôt, par des alliances et des acquisitions, elle posséda des biens dans les châtelainies de Conthey, de Martigny, de Monthey et de Chillon. A défaut d'une généalogie exacte et complète qui n'a point encore été dressée, la précieuse collection de *Documents valaisans* publiés par Gremaud nous permet de mesurer la puissance de cette race féodale par la seule indication des pièces de son domaine seigneurial, dispersées de Conthey à Vevey et Lugrin. Outre Arbignon, cette famille fut possessionnée dans les lieux suivants : Collonges (*Doc.* Gremaud, n° 445), Alesse (n° 1830), Morcles (n° 445 et 1830), Lavey (n° 908), Cries (n° 470 bis), Ottan et Martigny (n° 197 et 408), Conthey (n° 3008), Saint-Maurice (n° 197 et 789), Choëx (n° 393), vallée d'Illiez (n° 408, 705, 803 et 393), Collombey (n° 1954), le Sex de Vouvry (n° 711), Lugrin, Montigny, Thollon et peut-être Bernex en Chablais (n° 2190), Villeneuve et Vevey (n° 711)... De la Maison d'Arbignon aussi l'on aurait pu dire ce qu'on a dit de la Maison d'Autriche : *Alii bella gerant ; tu, felix Austria, nube !* « Que d'autres fassent la guerre ; à toi, heureuse Autriche, il te suffit de conclure des mariages ! » En s'alliant aux de Collombey (n° 451), aux de Lugrin (n° 393), probablement aux de Nernier (n° 549), aux de Mareste<sup>28</sup>, aux Thomé, les d'Arbignon firent des opérations très profitables... Dans la vallée

<sup>25</sup> Charles, *op. cit.*, t. I, p. 386.

<sup>26</sup> *Armorial vaudois*, t. I (1934), p. 14 ; cf. *Dictionn. Histor. Vaudois*, t. II (Lausanne, 1921), pp. 630 et 368. C'est Jean d'Arbignon qui épousa Catherine Thomé, d'une famille de banquiers lombards solidement implantée dans nos régions romandes, où elle avait acquis des seigneuries, notamment St-Triphon et les Ormonts.

<sup>27</sup> Tamini et Delèze : *Essai d'histoire de la Vallée d'Illiez* (1924), pp. 33-36.

<sup>28</sup> Tamini, *op. cit.*, pp. 34, 35, 36, 39, 42.

d'Illiez, ils comptèrent parmi les principaux seigneurs : à Illiez même, ils possédaient, outre une maison, le droit de haute justice et de fourches patibulaires; il en était de même à Collombey où ils avaient une tour et une potence; une tour encore leur appartenait à Monthey, en face de la cure actuelle<sup>29</sup>, et une autre, ainsi qu'une maison, au bourg de Conthey (n° 3008). Outre la métairie d'Arbignon (n° 550, *ministralia*) et la seigneurie de Val d'Illiez, ils eurent encore part au vidomnat de Massongex, à la seigneurie de St-Triphon et des Ormonts, et à celle de St-Paul sur Evian.

Les diverses chartes où figure cette petite dynastie, appartiennent bien à cette littérature féodale où l'on appelait une métairie un *tènement*, une demeure où le seigneur se réserve le droit de gîte éventuel un *albergement*, un paiement préliminaire à une prise de possession une *taxe d'entree* (n° 705); une *ouche* est une terre arable (n° 789), et toute possession une *chevance* (n° 550)...

Malgré ces termes désuets, nous retrouvons dans l'histoire des Arbignon le visage ordinaire de la vie : soucis d'argent (n°s 445 et 550), ennuis causés par un cautionnement auprès d'une banque lombarde de St-Maurice<sup>30</sup> (n° 1703), querelle de succession (n°s 504 et 549), voire quelque aventure sentimentale (n° 1754)... Les petites choses même ne sont pas oubliées, tel ce droit de recevoir des vacherins et d'ordonner des corvées que Rodolphe d'Arbignon possédait en certain alpage, et qu'il vendit en 1272 à Jean d'Arbignon (n° 790). A lire ses nombreux actes de vente, on serait porté à exagérer la richesse de cette famille, mais il ne faut pas oublier qu'elle prolifiait beaucoup. Remarquons en passant, parmi ceux à qui elle vendit des biens, le Duc de Savoie qui lui acheta sa demeure et sa tour de Conthey (n° 3008), et les Prévôts du Grand St-Bernard à qui elle céda des biens en Chablais (n° 2190).

Les seigneurs d'Arbignon tenaient leurs terres en fief, suivant les lieux, des Evêques de Sion, des Abbés de St-Maurice et des Comtes, puis Ducs de Savoie<sup>31</sup>. M. Galbreath les qualifie de « ministériaux »<sup>32</sup> des Abbés de Saint-Maurice, et l'on doit remarquer que c'est à l'ombre de l'Abbaye que cette

<sup>29</sup> Tamini, *op. cit.*, p. 36; Rameau: *Le Vallais historique: Châteaux et Seigneuries*, p. 11; Solandieu: *Les Châteaux valaisans*, p. 84. D'après Solandieu, les « seigneurs d'Arbignon, de St-Paul, de Collonges et de Val d'Illiez » auraient habité leur château de Collombey du XIII<sup>e</sup> siècle au commencement du XVII<sup>e</sup>.

<sup>30</sup> Cf. DHBS, art. *Lombards* et *Asinari*.

<sup>31</sup> Tamini : *Illiez*, p. 33 ; DHBS, t. II, p. 545 ; Rameau, *op. cit.*, p. 19; Gremaud, *Doc.* n° 1830.

<sup>32</sup> Les ministériaux dont la tâche consistait dans le *service* du seigneur qui les déléguait pour l'administration d'une seigneurie, au double point de vue fiscal et judiciaire surtout (le criminel étant réservé au seigneur lui-même), tiraient leur nom du latin *ministerium* ; les *ministeriales* devinrent, par contraction, les *ministrales*, puis les *mistrales* = les *métriaux*. Au n° 550 des « Documents Gremaud », qui date de 1252, nous avons vu que les Arbignon étaient en possession de la *métralie* (*ministralia*). Cf. Corthésy: *La Vallée des Ormonts* (Lausanne, 1903), p. 45.

famille a grandi: les plus anciens actes qui la concernent, de 1200 à 1265, sont scellés du sceau du Chapitre de l'Eglise d'Agaune, à la demande expresse des parties; plusieurs fois même, l'Abbé assiste en personne à la conclusion de l'accord, plus souvent encore des chanoines, le sacristain par exemple, ou le chancelier abbatial qui dresse l'acte<sup>33</sup>.

A leur tour, les Arbignon exigeaient de leurs vassaux l'hommage féodal (n° 197); ils requéraient aussi, expressément, de leurs tenanciers conseil et aide, *consilium et iuvamen*, en cas de chevauchée et pour les noces de leurs filles, *ad chevaleriam et filiam maritandam* (n° 705), mais par « aide » il faut entendre une redevance<sup>34</sup>.

\* \* \*

Parmi les illustrations de la famille, il faut citer d'abord le donzel Pierre, — surnommé le Grand, nous dit un acte, — qui, en 1239, se préparait à partir pour la croisade<sup>35</sup>. Un autre personnage fut Guillaume, que le Comte Edouard de Savoie créa chevalier sur le champ même de la bataille de Varey, en Bugey, le 7 août 1325. Ce fut un dur combat, où le prince savoyard eut à lutter contre une coalition des Dauphins du Viennois, des Comtes du Genevois, d'autres seigneurs encore: Edouard ne put vaincre, malgré la bravoure des siens qui furent massacrés en grand nombre<sup>36</sup>. Le chevalier Guillaume d'Arbignon devint ensuite baillif de Lausanne<sup>37</sup>. Il testa en 1332. Il veut être enseveli à l'Abbaye de St-Maurice, à laquelle il lègue diverses sommes pour son office anniversaire qui comportera la veille le chant des vêpres des morts, et pour l'érection d'un autel dont il dote le chapelain, en stipulant que celui-ci sera toujours du patronat de la famille d'Arbignon et qu'il célébrera tous les jours la messe pour le fondateur, sa femme et ses ancêtres<sup>38</sup>. Dès 1326, il avait donné au sacristain Thomas Bersatori une rente annuelle pour l'entretien d'une lampe devant la chässe de saint Maurice<sup>39</sup>.

Le 13 juin 1349 le célèbre Evêque de Sion Guichard Tavel se trouvait à Collombey. Le seigneur Perronnet d'Arbignon, donzel, obtient du prélat

<sup>33</sup> Voir « Documents Gremaud »: nos 197, 393, 408, 445, 470 bis, 711.

<sup>34</sup> Cf. Corthésy, *op. cit.*, p. 99.

<sup>35</sup> Gremaud, *Doc.* nos 445 et 550. — Boson, des Majors de Monthey, se préparait aussi pour la croisade, vers 1247/48. Cf. Tamini: *Les Nobles de Montheolo*, p. 10; Rameau, *op. cit.*, p. 13. Il s'agissait alors de la VII<sup>e</sup> Croisade, qui fut dirigée par saint Louis. C'est à cette même Croisade que Solandieu (*op. cit.*, p. 84) rattache Pierre d'Arbignon. Mais, comme les préparatifs de départ de Pierre datent de 1239, il est plus probable que ce donzel prit part à la croisade commandée par Thibaut IV, Comte de Champagne et Roi de Navarre, qui prit la mer en Provence en août 1239, et qui repartit de Palestine à la fin de septembre 1240. Cf. Grousset: *Histoire des Croisades*, t. III (Paris, Plon, 1936), pp. 372-392.

<sup>36</sup> Tamini: *Illiez*, p. 35; *DHBS*, t. I, p. 373. Sur la bataille de Varey, cf. Gonthier: *Oeuvres historiques sur la Savoie*, t. I, p. 57.

<sup>37</sup> Tamini: *Illiez*, p. 35; Rameau, *op. cit.*, p. 19; Solandieu, *op. cit.*, p. 84.

<sup>38</sup> Charles, *op. cit.*, t. II, p. 890, n° 40.

<sup>39</sup> *Ibid.*, n° 37.

l'autorisation de créer une chapelle dans sa maison de Collombey, à condition, bien entendu, qu'il n'en résulte aucun dommage pour le curé. Cet indult épiscopal souligne avec complaisance l'amitié qui unissait le donzel à l'évêque, puisque celui-ci qualifie celui-là de *dilectus et carissimus noster*, « notre cher, bien plus : notre très cher » ! Guichard avait bien besoin de se ménager des amitiés et des appuis, car il était alors menacé d'une guerre par les sires de La Tour-Châtillon<sup>40</sup>... Plus tard, les d'Arbignon eurent encore, dans l'église paroissiale de Collombey, une chapelle dédiée à saint Jean-Baptiste, dont ils conservèrent le patronat jusqu'en 1581 (il passa dès lors aux Paërnat et aux Rey)<sup>41</sup>.

Parmi les membres des branches bourgeoises de la famille, on peut citer Perrod d'Arbignon, d'Aigle<sup>42</sup>, qui figure comme « notaire public » en 1336 (Gremaud, n° 1700); Rolet, clerc à Sion en 1345 et 1346 (n°s 1884 et 1905); Nicod, de St-Maurice, sautier en 1375<sup>43</sup>.

En Savoie, Mermet d'Arbignon était châtelain d'Allinge-le-Neuf et de Thonon en 1309<sup>44</sup>.

Dans de difficiles négociations entre le Duché de Savoie et la Principauté épiscopale du Valais, intervinrent deux donzels d'Arbignon : Barthélemy fut appelé comme arbitre ducal suppléant le 15 avril 1417 (n° 2644), et Jean son fils, comme témoin le 15 mars 1419 et encore le 20 octobre 1440 (n°s 2690 et 2927). Le 21 septembre 1441, les coseigneurs des Ormonts accordent aux paysans de la vallée le droit de tenir deux foires l'an au Sépey;

<sup>40</sup> Gremaud, *Doc.* n° 1954. Cf. van Berchem: *Guichard Tavel* (Zürich, 1899), pp. 117, 129 et *circa*. — Peut-on accorder foi au récit de Solandieu (*op. cit.*, pp. 85-87)? Perronet d'Arbignon, que nous venons de rencontrer en 1349, aurait, au printemps 1351, profité d'une rencontre fortuite avec Marguerite de Lornay pour lui manifester son amour; à ce moment même, le frère de Marguerite, le chevalier Rodolphe, aurait fait irruption et offensé Perronet par ses reproches emportés. Il en serait résulté d'abord un combat à l'épée, puis une franche explication. Mais le Comte de Savoie Amédée VI ayant convoqué à St-Maurice toute la noblesse de ses Etats, — chaque seigneur avec ses hommes d'armes, — afin de soutenir l'évêque Guichard Tavel, « Perronet d'Arbignon ne manqua pas une si belle occasion; il eut l'honneur d'être fait chevalier avant l'attaque de Sion et fut tué sous les remparts de cette ville, en novembre 1352, aux côtés du seigneur de Lornay, tandis que la belle et vertueuse Marguerite entraînait comme novice dans un couvent de Savoie »... Ce récit, que Solandieu n'étaie d'aucune référence, est probablement une œuvre d'imagination: du roman, et non de l'histoire! Sur le siège de Sion, cf. van Berchem, *op. cit.*, pp. 158-161; *Chroniques de Savoie* (auteurs et textes divers): édit. 1516, Paris, Jean de La Garde, pp. LXXXVII-LXXXVIII; édit. 1602, Genève, Jean de Tournes, pp. 224-225; édit. 1874, Genève, Jules-Guillaume Fick, pp. 281-284.

<sup>41</sup> Tamini: *Illiez*, pp. 34 et 36; Rameau, *op. cit.*, p. 19; Solandieu, *op. cit.*, p. 84.

<sup>42</sup> La branche d'Aigle est mentionnée aussi dans le *Dict. Hist. Vaud.*, t. I (Lausanne, 1914), p. 41; les branches d'Aigle, Vevey et Lutry sont citées dans le *DHBS*, t. I, p. 373, et par Galbreath *Armorial vaudois*, t. I (1934), p. 14.

<sup>43</sup> Tamini: *Illiez*, p. 36.

<sup>44</sup> Gonthier: *Oeuvres hist. sur la Savoie*, t. I, p. 141, « d'après les Comptes existant aux archives de Turin »; Rameau, *op. cit.*, p. 19; Solandieu, *op. cit.*, p. 84.

parmi ces coseigneurs figurent Louis et Jean d'Arbignon<sup>45</sup>. Dans ces divers actes, Jean est non seulement qualifié de donzel, de noble et de puissant, mais encore paré des titres de coseigneur d'Arbignon, de St-Triphon, d'Ormont et de Val d'Illiez !

Nous retrouvons ces mêmes personnages dans les archives de l'Abbaye de St-Maurice. C'est en 1419 noble Barthélemy qui veut, par son testament, être enseveli en l'église abbatiale, dans la chapelle de Ste-Marie Madeleine<sup>46</sup>, au tombeau où repose son père noble Jean d'Arbignon ; il ordonne en outre que tous les legs et cens promis à la dite chapelle par ses ancêtres, et dont le versement pourrait avoir été négligé, soient fidèlement acquittés par ses héritiers. (Cette recommandation n'était pas inutile ! Il avait fallu, en effet, toute l'autorité du juge du Chablais, pour obliger, en 1339, les héritiers du chevalier Guillaume d'Arbignon à verser annuellement la somme due à l'entretien d'une lampe devant les reliques de saint Maurice selon la fondation de 1326<sup>47</sup>).

Un autre détail du testament de 1419 mérite d'être rappelé. Décivant la cérémonie des obsèques d'Amédée VI de Savoie à Hautecombe, le 15 juin 1383, M. Gabriel Pérouse assure qu'on y vit, « au moment de l'offertoire, un défilé qui nous étonnerait dans nos églises. Le goût du temps, pittoresquement théâtral, s'y donnait carrière. Ce qu'on présentait ainsi, à l'offrande, au prêtre célébrant, pour être gardé ensuite à l'abbaye, c'étaient, après une bannière de Notre-Dame, quantité d'autres bannières, pennons ou étendards, aux armes de saint Georges, de saint Maurice, de Savoie ; c'étaient les épées, le cimier et le collier du défunt ; et c'étaient des chevaux, houssés aux armes de Savoie, le cheval de guerre, le cheval de tournoi, et d'autres ; et ceux qui les conduisaient à l'autel, c'étaient des chevaliers, qui s'avançaient deux par deux, eux-mêmes assis sur leurs montures ; et quatre bannières noires fermèrent le cortège, que portaient quatre hommes noirs, sur quatre chevaux noirs »<sup>48</sup>. Les sires d'Arbignon n'étaient point comtes de Savoie ; mais s'ils ne pouvaient aligner tant de richesses, ils ne manquaient point de veiller, eux aussi, à la magnificence de leurs funérailles. Déjà en 1332, le chevalier Guillaume prescrit et ordonne par testament, qu'à la cérémonie de sa sépulture on fasse offrande, dans l'abbatiale de St-Maurice, de l'une de ses armures et d'un grand cheval, s'il en possède un à l'époque de sa mort, et s'il n'en a pas de grand, qu'on donne son meilleur palefroi ou

<sup>45</sup> Corthésy : *La Vallée des Ormonts*, pp. 69 et 187-190, doc. 22. Le *Dict. Hist. Vaud.*, t. II (1921), p. 630, cite aussi une reconnaissance de Louis et Jean d'Arbignon à St-Triphon de 1438.

<sup>46</sup> Cf. Gruber : *Die Stiftungsheiligen der Diözese Sitten im Mittelalter* (Fribourg, 1932), pp. 36 et 120-121.

<sup>47</sup> Charles, *op. cit.*, t. II, p. 890, n° 37.

<sup>48</sup> Pérouse : *Hautecombe, abbaye royale* (Chambéry, 1926), pp. 68-69.



son roussin, selon la coutume des nobles <sup>49</sup>. En 1419, le donzel Barthélemy d'Arbignon ne manque pas non plus, dans son testament, d'obliger ses héritiers à offrir, le jour de sa sépulture, deux chevaux avec deux hommes armés dessus, comme il convient à un homme de son rang <sup>50</sup>.

Le fils de Barthélemy, ce Jean que nous avons rencontré tout à l'heure, jouant un rôle en vue depuis 1419, fit à son tour coucher ses volontés dernières, en 1447. Il élit sépulture dans la chapelle de la Madeleine à l'église abbatiale, dans le tombeau de ses ancêtres ; il fait en outre certains legs à l'Abbaye, sous charge de célébrer chaque jeudi une messe à l'autel familial pour le repos de son âme <sup>51</sup>. En 1532, un descendant de la famille, Maurice, se libère des obligations qu'il a envers l'Abbaye pour l'entretien du luminaire à la chapelle de Ste-Marie-Madeleine et la célébration de quatre messes par semaine à cette même chapelle, ainsi que pour l'anniversaire du chevalier Guillaume, en lui cédant deux prés à Illarsaz <sup>52</sup>.

L'Abbaye de St-Maurice n'a pas perdu la mémoire de ses anciens ministériaux et bienfaiteurs, et malgré les siècles, chaque année encore elle prie Dieu pour eux en appliquant à leurs intentions plusieurs messes : en mars :

---

<sup>49</sup> *Vult et ordinat quod una armatura sui proprii corporis cum equo magno, si quem haberet tempore obitus sui, et si magnum equum non haberet, cum meliori palafredo seu runcino suo offeratur in ecclesia dicti monasterii die obitus sui in exsequiis, ut alias pro nobilibus extitit assuetum.* (La lecture des deux derniers mots n'est point sûre, mais le sens n'est pas douteux). Dans Charles, *op. cit.*, t. II, p. 901, n° 83, addition d'une main postérieure qui ajoute que dans son résumé du testament de 1332, t. II, pp. 890-891, Charles avait omis de relever ces usages désuets. C'est peut-être aussi parce qu'il ne les comprenait plus, que Rameau, *op. cit.*, p. 19, remplace l'offrande du cheval et de l'armure par l'offrande de leur valeur.

<sup>50</sup> Charles, *op. cit.*, t. II, p. 901, n° 83.

<sup>51</sup> Charles, *op. cit.*, t. II, p. 904, n° 91, et t. I, p. 386.

<sup>52</sup> Charles, *op. cit.*, t. II, p. 909, n° 119; cf. Gruber, *op. cit.*, p. 121. — Plusieurs auteurs citent un Guillaume d'Arbignon, moine bénédictin, qui aurait été prieur commandataire d'Aigle et serait mort à Rome en 1466 (Mülinen : *Helvetia sacra*, t. I, pp. 147-148 ; Bocard : *Notes manuscrites*, t. II, pp. 255-256 ; *Dict. Hist. et Géogr. Ecclés.* (Paris, Letouzey), t. I, col. 1109 ; *Dict. Hist. Vaud.*, t. I, p. 41 ; *DHBS*, t. I, pp. 129 et 373 ; Galbreath : *Armorial vaud.*, t. I, p. 14). Le *Vallis Illiaca* (recueil manuscrit aux archives de l'Abbaye de St-Maurice, XVII<sup>e</sup> s.), p. 141, nomme parmi les prieurs d'Aigle Guillaume de *Arbiniaco*. C'est le même nom que celui donné par le *Dict. Hist. Vaud.*, t. I, p. 41, aux prédécesseurs du prétendu Guillaume d'Arbignon : *d'Albinhaco*. Ces formes appartiennent à un même nom, et la traduction « d'Arbignon » est erronée. Le prieur Guillaume est donc à exclure de la famille d'Arbignon. (Il n'y a même, vraisemblablement, pas lieu de compter trois prieurs *d'Albinhaco* ou *d'Arbiniaco*, — qui seraient d'abord un Guillaume, puis un Hugues, puis un Guillaume, — mais un seul, du nom de Guillaume. La confusion entre les prénoms Guillaume et Hugues n'est point ici chose exceptionnelle: Rameau, *op. cit.*, p. 19, et le *DGS*, t. I, p. 626, nomment Guillaume Wichardi ou Wichardy le personnage cité par le chanoine Charles, *op. cit.*, t. II, p. 886, et par le notaire Arnolt, *ibid.*, t. I, p. 571 (cf. p. 557), sous le nom d'Hugues ou Hugon Wichardi ou Wichard !).

« *Pro Willelmo d'Arbignon 1 Missa* », en mai : « *Pro Willelmo d'Arbignon 4 Missae* », en juillet : « *Pro Joanne d'Arbignon 1 Missa* »<sup>53</sup>.

\* \* \*

Depuis l'hiver 1475-76, le Duché de Savoie avait reculé de la Morge de Conthey à la Vièze, entre Monthey et Massongex, et dans le territoire occupé par les Haut-Valaisans les châteaux avaient été démantelés, plusieurs même incendiés. Avec M. Tamini, nous voyons la vieille race des seigneurs d'Arbignon s'éloigner, non sans jeter encore quelque éclat. L'un d'eux, Jean, devient châtelain de Monthey : son installation se fait solennellement, sur la place, où l'envoyé ducal lui remet le bâton de justice<sup>54</sup>. Mais Jean et Maurice d'Arbignon ont déjà vendu, en 1516, aux du Rosey, leur coseigneurie de la vallée d'Illiez ; Jean est acculé quelques années plus tard, en 1527, à céder aux Tavel sa part de dime à Massongex et tout ce qu'il possède encore en Valais et dans le Val d'Illiez, et si, dans la suite, les d'Arbignon rachètent aux Tavel quelques-uns de leurs droits, c'est en empruntant de l'argent à l'Abbaye de St-Maurice. En 1568, le seigneur Maurice d'Arbignon, coseigneur d'Illiez et de St-Paul, passe avec son frère au service de Son Altesse de Savoie, et, de ce fait, il est exempté de prêter serment aux « Patriotes » du Haut-Valais ; cinq ans après, en 1573, il vend à l'Etat du Valais les derniers biens de sa famille situés en Valais, notamment sa part du vidomnat de Massongex<sup>55</sup> et les fiefs de la vallée d'Illiez<sup>56</sup>. N'oublions pas qu'en 1536, par un nouveau bond en avant, les Valaisans avaient porté leur frontière occidentale de la Vièze à la Dranse de Thonon ; sans doute, en 1569, le Duc recouvra la moitié du territoire perdu, mais aussi les droits du Valais sur le « gouvernement » de Monthey, entre Vièze et Morge de St-Gingolph, furent désormais incontestés. Ces événements pesèrent sans doute dans le jugement des derniers seigneurs d'Arbignon. L'année qui suivit la séparation de 1573, Maurice d'Arbignon devint gouverneur de Montmélian<sup>57</sup>. Le dernier seigneur d'Arbignon cité par M. Tamini, « pro-

<sup>53</sup> Livre actuellement en usage des Messes fondées. Cf. décret du Nonce Testaferatta, du 28 août 1815, opérant une réduction des fondations. Dans Charles, *op. cit.*, t. II, p. 913.

<sup>54</sup> M. Tamini : *Illiez*, p. 35, date cet événement de 1523 ; le *DHBS*, t. I, p. 373, de 1526.

<sup>55</sup> Tamini : *Illiez*, pp. 35-36. — M. Tamini a relevé les rapports qui existaient entre les familles d'Arbignon et de Monthey (*de Montheolo*). Perronet soit Pierre III de Monthey, vidomne de Massongex et de Leytron (qui teste en 1397) acheta vers 1360 aux Arbignon certains fiefs de la vallée d'Illiez, pour lesquels sa bru, devenue veuve, fit hommage au Comte de Savoie en 1411 (Tamini : *Illiez* (1924), p. 38 ; *Essai d'hist. de Massongex* (1934), pp. 22 et 23 ; *Les Nobles de Montheolo* (1928), pp. 23 et 24). Dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> s., Claude d'Arbignon, coseigneur de Val d'Illiez, épousa Louise de Montheolo, fille de Benoît qui fut major de Boussens en 1505 et baillif de Lausanne en 1526 (Tamini : *Montheolo*, p. 38). La vente que Maurice d'Arbignon fit à l'Etat du Valais est aussi rappelée par M. Tamini dans son *Massongex*, p. 24.

<sup>56</sup> Tamini : *Illiez*, pp. 35-36, 51, 53.

<sup>57</sup> *DHBS*, t. I, p. 373.

blement le dernier de la race », est François, en 1581 ; ses héritiers furent les Paërnat et les Rey. Quant à leur château de Collombey, qui remonte probablement au XIII<sup>e</sup> siècle, et qu'on appelait la « tour d'Arbignon », il fut abandonné... « Il était à ciel ouvert, les serpents y gitaient et le lierre y faisait mille tours », quand les religieuses bernardines l'acquirent, le 19 mars 1643. On raconte même que ces religieuses durent, pendant plusieurs jours, y mettre le feu aux broussailles pour déloger les reptiles ! Après les réparations et reconstructions nécessaires, elles s'y installèrent enfin le 23 juin 1647<sup>58</sup>. Aujourd'hui encore, écrit Solandieu, le « vieux castel dont la lourde silhouette se dresse à l'entrée du village de Collombey, profile sur un écran de roc sa grosse tour carrée, à la mine hautaine et renfrognée... »

A St-Maurice, le dernier magistrat que nous connaissions dans cette vieille race finissante, est Berthold d'Arbignon, qui fut châtelain de la ville de 1500 à 1512<sup>59</sup>. Le 19 octobre 1504 il est membre de la délégation valaisanne qui signe à St-Maurice, avec une délégation bernoise, un protocole relatif aux limites des deux Etats entre Collonges et Lavey, aux pêcheries du Rhône, à l'endiguement du fleuve et aux routes ; en ce qui concerne ces deux derniers objets, le traité prévoit que l'Evêque de Sion et l'Abbé de St-Maurice feront exécuter les travaux nécessaires dans leurs territoires<sup>60</sup>. Enfin, « le 25 février 1630 mourut dans le Seigneur Françoise d'Arbignon, femme d'honnête André Gérod, bourgeois d'Evian et habitant de St-Maurice »<sup>61</sup>. Ainsi disparut, après quatre siècles d'histoire, l'une des plus intéressantes familles féodales du Valais Romand.

La famille Hugonin, — qui apparaît dans la bourgeoisie de La Tour-de-

<sup>58</sup> Rameau, *op. cit.*, p. 11 ; Solandieu, *op. cit.*, p. 84 ; Myriam de G. : *Louise de Ballon, Réformatrice des Bernardines* (Paris, 1935), p. 387 ; Tamini dans *DHBS*, t. II, p. 545, et *Illiez*, p. 36 ; cf. encore *DHBS*, t. I, p. 373.

<sup>59</sup> Cité sous le nom de Berthod par le *DHBS*, t. I, p. 373 ; Rameau, *op. cit.*, p. 19, et Solandieu, *op. cit.*, p. 84 le nomment Barthélemy. — M. Tamini (*Illiez*, p. 36) cite comme dernier représentant mâle de la famille, « honnête Sigismond d'Arbignon, bourgeois de St-Maurice, placé sous la tutelle de Guillaume Odet, son grand-oncle ». D'après un *Livre de la famille d'Odet* (manuscrit que nous avons pu consulter grâce à l'obligeance de Mlle L. d'Odet), concordant avec des Notes de l'abbé Rameau complétées par M. Tamini qui avait bien voulu nous les communiquer, il semblerait que Guillaume Odet fut tuteur, en 1573, de son petit-neveu François d'Arbignon, fils de Sigismond († vers 1570) et de Catherine Columbi.

<sup>60</sup> Imesch : *Die Walliser Landrats-Abschiede*, t. I, pp. 52-54. — Berthold d'Arbignon est encore cité *ibid.*, p. 69, à propos d'une affaire judiciaire à la fin de janvier 1506.

<sup>61</sup> *Chronique* de Gaspard Bérody, éditée par Bourban, p. 107. M. Tamini (*Illiez*, p. 36) semble identifier André Gérod et André Girard, représentant du Duc de Savoie en Valais. Or, André Girard mourut déjà le 25 décembre 1624, ayant eu pour femme Jeanne-Marie Odet, morte en avril 1619 (Bourban : *Chronique Bérody*, pp. 76 et 39, et *Livre de la famille d'Odet* déjà cité). D'ailleurs, Gaspard Bérody a noté la mort, en mars 1639, d'honnête André Girod, bourgeois d'Evian et habitant St-Maurice, sexagénaire » (il n'y a pas lieu de s'arrêter à cette variante Gérod-Girod : c'est le même personnage, comme le prouve le contexte). Cf. Bourban, *op. cit.*, p. 165, où la mort est fixée au 6 mars ; le manuscrit porte un chiffre qui peut se lire 1 ou 7.

Peilz en 1399, d'abord sous le nom de Borgognon, Borgognyon ou Borgonyon (*Burgondi*)<sup>62</sup>, et qui ne s'est éteinte en terre vaudoise qu'en 1932 (une branche émigrée vers 1730 en Angleterre y existe encore), — s'apparentait aux Arbignon par le mariage, en 1510, du notaire Jacques Hugonin, bourgeois de La Tour, Vevey et Aubonne, avec Guillauma ou Guillaumette d'Arbignon, fille de noble Barthélemy, coseigneur du Val d'Illiez. Vice-châtelain de Nyon en 1516, Jacques et son frère Humbert obtinrent du Duc de Savoie Charles III des Lettres de noblesse, datées de Genève, 3 janvier 1518. Nous retrouvons Jacques Hugonin-d'Arbignon au poste de châtelain de Vevey, La Tour-de-Peilz et Blonay, de 1529 à 1535<sup>63</sup>.

La patente ducale de 1518 autorisa la famille Hugonin à écarteler ses armes avec celles des Arbignon modifiées. La Maison d'Arbignon portait dans un champ d'azur cinq roses sur un sautoir d'or, ainsi qu'en témoigne un armorial de 1698. Dans les armes Hugonin-Arbignon, les roses devinrent des anneaux, et le sautoir fut cantonné de quatre molettes d'argent. Étaient-ce là les armes particulières à la branche de Guillauma, qu fut-ce une brisure établie en 1518 pour ne pas s'exposer à des réclamations des descendants mâles alors encore existants de la famille d'Arbignon ? Les roses devenues d'abord anneaux, devinrent boules dans un dessin de 1623, qui remplaçait aussi les molettes par des étoiles à six rais ; une sculpture de 1710 et un vitrail de 1794 ramenèrent ces armes à plus de simplicité en supprimant molettes et étoiles. Quant aux roses-anneaux-boules, quelques armoriaux récents en firent des tourteaux<sup>64</sup>. Il est facile de comprendre, en effet, que des roses aient pu donner lieu à ces méprises : entièrement rouges, elles ressemblaient à des boules ou tourteaux, — boutonnées d'or, elles pouvaient être confondues avec des anneaux !

<sup>62</sup> Y aurait-il quelque lien entre cette famille et les personnages suivants : *Petrus Burgignoux* cité par le *Liber Canoniorum Agaun.* (de 1728) en 1412; *Petrus Burgundi* cité à la même date par le même recueil (mais ne serait-ce pas le même personnage que le précédent ?) était « plébain de St-Sigismond » en 1412, infirmier en 1428, encore vivant en 1439; en 1445 *Barthélemy Burgondi*, « juriste de St-Maurice », choisit sa sépulture sous le clocher de l'Abbaye à laquelle il fait des legs; en 1470 et 1489, son fils, *Etienne Burgundi*, conclut des arrangements avec l'Abbaye au sujet des legs faits par ses trois frères, — notamment *Candidé*, en 1451, — tous trois ensevelis à l'Abbaye... Charles, *op. cit.*, t. II, p. 904.

<sup>63</sup> En 1502, « Louis Hugonin de la Tour de Peilz », père de Jacques et d'Humbert, fait un legs à l'Abbaye « pour le repos de son âme » et pour celles de ses ancêtres. Cf. Charles, *op. cit.*, t. II, p. 908, n° 106, — Cf. aussi sur une alliance Hugonin-de Rovéréa: Tamini: *Illiez*, p. 55.

<sup>64</sup> Par exemple, l'*Armorial du Vallais* par d'Angreville, et le *DHBS*, t. I, p. 373; mais non pas l'*Armorial vaudois* par de Mandrot, qui a les cinq roses. — Sur toute cette question, cf. Galbreath: *Armorial vaudois*, t. I (1934), pp. 14 et 334-336; du même, en collaboration avec H. de Vevey: *Manuel d'Héraldique*, p. 156; F.-Th. Dubois: *Lettres de noblesse et lettres d'armoiries concédées à des Vaudois*, dans *Archives Héraldiques Suisses*, 1929, pp. 22-24 (les armes d'Arbignon sont ainsi blasonnées dans cet article : d'azur au sautoir d'or chargé de cinq tourteaux du champ. C'est sans doute une distraction). Cf. *DHBS*, t. IV, p. 182.

\* \* \*

En adoptant un blason, la Commune de Collonges a sagement agi en relevant les belles armoiries des Arbignon. C'est sur le territoire communal actuel que cette famille seigneuriale eut son berceau, et malgré ses acquisitions, de Conthey à Vevey et Lugrin, c'est toujours par le nom d'Arbignon qu'elle se nommait. Eteinte depuis plus de trois siècles, son souvenir mérite de ne point disparaître, car elle amassa assez de puissance et de gloire, pour que la terre ancestrale où elle plonge ses racines en soit fière.

D'ailleurs, n'est-ce pas avec les d'Arbignon que Collonges même fait son entrée dans l'histoire ? La plus ancienne mention de *Colunges* se trouve précisément dans l'acte de 1239 par lequel le donzel Pierre d'Arbignon vend à son parent Rodolphe d'Arbignon une grande partie de ses biens « d'Arbignon, Morcles et Colunges, en montagne et en plaine », en vue de son prochain départ pour la croisade<sup>65</sup>.

Remarquons que, dans l'énumération de cette charte, Collonges vient en dernier lieu, après Arbignon et Morcles. Rappelons-nous que la « bulle du pape Léon » ne connaissait qu'un seul nom : le « désert d'Arbignon ». Collonges doit être de fondation plus récente. Cette déduction est confirmée par l'étymologie du nom de Collonges, d'abord « Colunges », qui dérive du bas-latin « *colongia* » : or une « *colongia* » était une terre cultivée par des colons<sup>66</sup>. Les habitants de Collonges n'ignorent pas cette signification du nom de leur village. Aussi, lorsqu'il s'est agi de l'adoption d'armoiries communales, le trèfle fut proposé comme symbole du village : le trèfle n'est-il pas l'une des premières cultures auxquelles on soumette un sol nouvellement défriché ? Cette plante si héraldique devait ainsi rappeler avec bonheur les travaux primitifs des premiers colons.

Collonges s'étant développé, on y construisit une chapelle que l'Abbé de St-Maurice Georges de Quartéry bénit avec le cimetière le 3 mai 1639<sup>67</sup>. En 1722, les habitants des territoires de Collonges et Dorénaz, — qui appartenaient à la paroisse de St-Sigismond à St-Maurice (de même que ceux d'Evionnaz ; quant à Vernayaz, ce territoire faisait partie de la paroisse de Salvan), — demandèrent, par supplique du 8 août, l'érection d'une paroisse propre. Les négociations eurent toute la gravité d'une affaire diplomatique. Trois hauts personnages y participèrent : l'Abbé de St-Maurice, Louis-Nicolas Charléty ; l'Evêque de Sion, François-Joseph Supersaxo ; le Nonce Apostolique lui-même, Dominique Passionei qui fut plus tard cardinal. Mgr Passionei approuva et appuya le projet, dont il recommanda la réalisation aux prélats de Sion et de St-Maurice. Le 15 avril 1723, les représentants du peuple d'Outre-Rhône conclurent avec l'Abbaye une convention. Parmi les clauses de cet accord, nous ne relèverons que deux points d'intérêt symboli-

<sup>65</sup> Gremaud, *Doc.* n° 445.

<sup>66</sup> Cf. Jaccard : *Toponymie romande*, pp. 98-99 ; *DGS*, t. I, p. 513.

<sup>67</sup> Bourban : *Chronique Bérody*, p. 167.

que : les fidèles de la nouvelle paroisse se chargent de fournir l'huile pour la lampe de l'église, et de l'entretenir toujours allumée ; le curé d'Outre-Rhône, *curatus Ultra-Rhodanensis*, sera tenu, chaque année, à la St-Martin d'hiver (11 novembre), de donner à l'église abbatiale de St-Maurice une demi-livre de cire blanche en signe d'union et dépendance... Enfin, toutes choses étant réglées, le décret épiscopal d'érection fut signé par Mgr Supersaxo le 19 décembre 1723<sup>68</sup>.

C'est ainsi que l'église Ste-Anne de Collonges devint l'église paroissiale de tous les fidèles non seulement de Collonges et d'Arbignon, mais aussi de Dorénaz, d'Alesses et du Rosel : Collonges fut, dès lors, le chef-lieu ecclésiastique de tout le pays valaisan « d'Outre Rhône »<sup>69</sup>. La toponymie et la topographie justifiaient ainsi l'adoption par Collonges d'armoiries symboliques, où une fasce ondée d'azur représente le Rhône, et trois étoiles tigées de sinople, rangés d'un seul côté du fleuve, sont l'image des « colonies » d'Outre-Rhône.

En associant ces armoiries « de composition » aux vieilles armes des sires d'Arbignon, les Autorités de Collonges ont eu l'avantage de relever ces dernières sans les altérer, et de les compléter cependant de manière à représenter la Commune tout entière, dans son histoire et sa géographie.

*Chanoine L. Dupont Lachenal.*

---